

Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 11• Numéro 6, 9 Juin 2010

| | |
|---|----------|
| LIGNE DE FOND..... | 1 |
| Un «cocktail» pour faire avancer les négociations du cycle de Doha..... | 1 |
| Une Mini-ministérielle de l'OCDE pour constater la stagnation des négociations et rester sur place..... | 2 |
| Nouvelles de l'OMC | 2 |
| L'aide pour le commerce est un pilier important du financement du développement selon l'OMC,..... | 2 |
| SUR LE FIL..... | 3 |
| L'UE Invite ses partenaires à lever les barrières protectionnistes | 3 |
| NOUVELLES REGIONALES | 3 |
| APE : Le PAPED apportera une réponse aux défis posés par l'intégration selon le Conseil de l'UE | 3 |
| Les APE menacent la diversification: l'exemple de la Zambie..... | 4 |

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE
SUR LE COMMERCE ET LE
DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit
par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable
de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et
Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Bathie
CISS, Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji
Abdourahmane DIOUF

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce
bulletin dans vos propres réseaux.

LIGNE DE FOND

Un «cocktail» pour faire avancer les négociations du cycle de Doha

La dernière réunion du Conseil Général de l'OMC, qui s'est tenu les 4 et 5 mai 2010 était l'occasion pour le Directeur général de l'organisation de proposer un «cocktail» pour faire avancer les négociations qui n'ont point progressé depuis le bilan de mars.

Dans son rapport au Conseil, Pascal Lamy a mentionné les “ingrédients” qui pourraient relancer le processus de Doha. D'abord, il faut que les présidents des différents groupes de négociation organisent des réunions, ensuite établir des contacts préliminaires entre les ministres du commerce et enfin faire des consultations avec les délégations sur des questions d'ordre général.

Après avoir décliné sa stratégie, le DG de l'OMC a lancé un appel aux différents membres pour commencer à mélanger les ingrédients “avant que la glace ne fonde”, a-t-il dit.

Le bilan de mars a montré qu'il y a beaucoup de stagnation, que les négociations n'avancent pas. Pourtant Lamy laisse entrevoir un optimisme quant à la prochaine conclusion de ce cycle. Cela se justifie certainement par le fait qu'il a discuté avec beaucoup de membres de l'organisation qui ont montré leurs intérêts pour ce cycle et leurs souhaits de voir sa conclusion. En effet, en marge de la 35ème réunion ministérielle du Groupe de Cairns, à Punta del Este, en Uruguay, Mr Lamy a, comme il l'a souligné durant ce conseil Général, rencontré un certain nombre de représentants de pays (Argentine, au Brésil, au Chili et en Uruguay) pour discuter des négociations. Il faut ajouter à ces rencontres les réunions de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international durant lesquelles, il a plaidé en faveur de la

poursuite des efforts fournis dans l'Aide pour le commerce. Toutes ces rencontres ont pour but de relancer ce cycle. Lamy semble satisfait de ces rencontres puisqu'il estime que la constante notée est l'engagement et la détermination des Membres d'aller de l'avant et espère que cette nouvelle « approche cocktail » pourrait impulser une nouvelle dynamique aux négociations.

Une Mini-ministérielle de l'OCDE pour constater la stagnation des négociations et rester sur place

Des vœux d'intention et d'engagements vagues pour « Doha », c'est tout ce que l'on peut retenir de la rencontre de l'OCDE de ce fin mai.

« Nous restons attachés à une conclusion rapide, ambitieuse, équilibrée et complète du Cycle de négociations de Doha, qui ouvre les marchés, génère de la croissance économique et s'appuie sur les progrès déjà accomplis. Nous soutenons les efforts multilatéraux, plurilatéraux et bilatéraux pour parvenir à une conclusion heureuse de ces négociations. »

Telle était la déclaration qui a émané de la réunion de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) après la Conférence ministérielle de deux jours qui s'est tenue à Paris les 26 et 27 mai 2010. En d'autres termes : « Rien de nouveau! »

Effectivement, il n'est rien sorti d'inédit de la réunion traditionnelle des fonctionnaires commerciaux organisée par l'Australie en marge du Forum de l'OCDE. Sur les 20 membres invités (l'UE comptant comme un seul), seul neuf étaient représentés au niveau ministériel.

Pour emprunter l'expression utilisée par le ministre du Commerce australien, M. Simon Crean, après la mini-ministérielle, les négociateurs ont tenu un débat « très constructif » et « une discussion franche » sur la façon de faire progresser les pourparlers. Ils ont reconnu la difficulté qu'il y avait à conclure le Cycle d'ici la fin de l'année et se concentrent désormais sur l'année prochaine comme la nouvelle « conjoncture favorable » pour conclure les négociations.

Pour reprendre les termes de M. Crean, Doha a besoin du ferme appui des dirigeants du G-20 pour pouvoir atteindre son but. « Manifestement, nous ne sommes pas arrivés à ce point (...) parce que trop de choses ne sont pas encore résolues », a reconnu le ministre australien, mais il a ajouté que les négociateurs ont accepté de poursuivre leurs tentatives. « Comment combler les écarts? » a demandé M. Crean. « Vous essayez sans relâche de résoudre ces différences fondamentales. Le fait que l'on se soit entendu sur ce point aujourd'hui est une déclaration d'intention importante », a-t-il affirmé.

Par conséquent, les fonctionnaires commerciaux ont accepté de poursuivre les pourparlers horizontaux qui pourraient porter non seulement sur l'agriculture et l'AMNA, mais également sur d'autres secteurs des négociations, notamment les services et les subventions pour la pêche.

M. Lamy a également reconnu la nécessité d'entreprendre une sorte de « diplomatie discrète », sous forme de consultations bilatérales et en petits groupes afin de tâter « d'éventuelles zones d'atterrissage » et a admis que les pourparlers, qui n'ont pas progressé récemment, se trouvent désormais dans « une impasse ».

Source : Genève en bref

NOUVELLES DE L'OMC

L'aide pour le commerce est un pilier important du financement du développement selon l'OMC,

Au cours d'un atelier organisé par le secrétariat de l'OMC le 27 mai 2010, il a été noté une légère augmentation de l'Aide pour le commerce. Les engagements au titre de l'Aide pour le commerce ont ainsi atteint 41,7 milliards de dollars EU en 2008 selon l'Organisation pour la Coopération et Développement économiques (OCDE) a donné un aperçu de l'Aide pour le commerce en 2008. L'augmentation en question est évaluée à 16 milliards de dollars de la ligne de base 2002-05.

Le principal enseignement tiré de cet atelier a été que l'Aide pour le commerce faisait partie intégrante de l'architecture de financement du développement et avait joué un rôle encore plus important durant la période de reprise économique.

L'atelier a été suivi par le Comité sur le commerce et le développement (CCD) Quinzième session sur l'Aide pour le commerce.

Le CCD a examiné les aides 2008 pour les chiffres du commerce et a souligné l'importance de démontrer l'impact grâce à un suivi et d'évaluation.

L'Union européenne et la Banque africaine de développement ont également donné des exposés sur leurs activités d'aide au commerce. Les chiffres préliminaires de la Banque africaine de développement montrent que les flux commerciaux ont totalisé 2,8 milliards de dollars en 2009.

La Commission européenne élabore des rapports sur les mesures de restriction des échanges adoptées par ses principaux partenaires commerciaux depuis le début de la crise économique. Ce mécanisme de suivi a été une arme précieuse dans la lutte contre l'aggravation du protectionnisme commercial durant la récession. Le récent rapport porte sur les trente premiers partenaires commerciaux de l'UE et couvre la période comprise entre octobre 2008 et avril 2010. Les mesures protectionnistes vont des barrières commerciales classiques, telles que les interdictions d'importation ou l'augmentation des droits de douane, aux politiques incitant à acheter les produits nationaux et autres politiques appliquées derrière les frontières. Le rapport indique que nombre de nouveaux obstacles deviennent rapidement des caractéristiques pérennes du système commercial mondial.

Source: Commission européenne

SUR LE FIL

L'UE Invite ses partenaires à lever les barrières protectionnistes

Selon un nouveau rapport publié aujourd'hui par la Commission européenne, près de 280 mesures visant à restreindre les échanges ont été instituées par les principaux partenaires commerciaux de l'Union européenne durant la crise économique des 18 derniers mois. Contrairement aux engagements du G20, pratiquement aucune mesure n'a été supprimée, bien que des signes de reprise aient été observés dans la plupart des pays. La Commission européenne invite les partenaires commerciaux à lever ces restrictions afin de donner une impulsion salubre à la reprise économique. Karel De Gucht, commissaire européen au commerce, a déclaré: «Les mesures de restriction des échanges instituées par nos partenaires pendant la crise risquent de devenir inhérentes au régime commercial et ce, même lorsque l'économie aura retrouvé de la vigueur. Nous avons à présent besoin d'une stratégie pour sortir du protectionnisme».

NOUVELLES REGIONALES

APE : Le PAPED apportera une réponse aux défis posés par l'intégration selon le Conseil de l'UE

Le Conseil a adopté des conclusions sur le programme APE pour le développement dans la région d'Afrique occidentale. Dans le cadre de la stratégie commune UE-Afrique et de son partenariat avec l'Union africaine, l'Union européenne souligne en particulier le rôle fondamental de l'intégration régionale pour garantir la paix, la stabilité et le développement durable. C'est pourquoi elle salue les efforts déployés par les pays et les institutions régionales d'Afrique de l'Ouest pour renforcer davantage leur intégration régionale. L'UE croit que le renforcement du processus d'intégration en Afrique de l'Ouest devrait prévoir l'intégration des marchés régionaux et aller de pair avec une ouverture progressive des marchés nationaux au reste de la région et au monde au sens large. Elle salue la volonté de la région de négocier un accord de partenariat économique avec l'UE, qui a été réaffirmée pendant le sommet des chefs d'État et

de gouvernement de la CEDEAO en février 2010. L'UE s'efforce de conclure les négociations sur l'APE dans les délais en 2010. L'UE salue dès lors les efforts de l'Afrique de l'Ouest pour définir ses besoins en matière d'aide au développement dans ces domaines et les organiser au sein du programme APE pour le développement (PAPED). Elle estime que le PAPED apportera une réponse utile aux défis posés par l'intégration régionale et la mise en œuvre de l'APE et aidera la région à bénéficier pleinement des possibilités offertes par l'APE, notamment en adaptant l'offre à un meilleur accès aux marchés européens.

Pourtant, le financement du PAPED pose toujours problème dans les négociations. L'UE estime, en effet, qu'elle ne dispose pas d'instruments financiers nouveaux pour financer ce programme. Ainsi, elle compte mettre dans ce panier du PAPED les fonds existants. Et ces fonds existants ne sont pas suffisants puis que le PAPED est estimé à 9, 5 milliards d'Euro et l'UE a annoncé une somme bien inférieure.

D'autre part l'UE semble lier le PAPED à l'ouverture du marché. Sur ce point les pays de la CEDEAO ont réaffirmé à Bamako lors du dernier Comité Ministériel de Suivi (CMS) que l'offre d'accès au marché n'est aucunement liée au financement du PAPED.

Source: Conseil de l'Union européenne, synthèse Enda

zambienne depuis l'exploitation minière jusqu'à d'autres secteurs incluant l'agriculture, car le pays ne pourra pas concurrencer de manière égale les produits de l'Union (UE). M. Mucheleka a déclaré dans le même temps que la Zambie dépend essentiellement de l'exportation de minerais, et ses efforts de diversification, en particulier dans le secteur agricole, sont donc menacés par les APE. "L'implication des APE, en particulier sur l'agriculture qui reste l'activité principale des gens, est que nos agriculteurs ne peuvent pas concurrencer de manière égale les agriculteurs de l'UE qui sont fortement subventionnés" a-t-il déclaré. M. Mucheleka explique qu'en moyenne, l'UE dépense plus de 365 milliards euros par an aux subventions agricoles dans le cadre de la Politique agricole commune de l'UE. Il explique en outre que, dans le cas de la Zambie, où il n'existait aucune forme de soutien majeur permettant de les rendre plus concurrentiels, la situation créée ne permet manifestement pas aux agriculteurs zambiens d'être bénéficiaires d'une quelconque manière et contribue uniquement à perpétuer les niveaux élevés de pauvreté.

Source: The Post Zambia, synthèse Enda

Les APE menacent la diversification: l'exemple de la Zambie

La lutte contre la signature des APE continue toujours dans le continent africain. Pour cause plusieurs méfaits leurs sont trouvés. En plus de détruire certains secteurs agricoles et de remettre en cause les efforts importants fournis dans le cadre de l'intégration, ils pourraient être une menace à la diversification dans certains pays.

Certains observateurs ont fait la révélation, c'est le point de vue que défend le directeur exécutif de la Société civile pour la réduction de la pauvreté (SCRIP) en Zambie, Patrick Mucheleka. Il affirme que les Accords de partenariat économiques (APE) menacent la diversification de l'économie